

Bilan du Monde Edition 2006

Chine : Inégalités

Bilan du Monde | 28.04.05 | 16h00 • Mis à jour le 20.06.06 | 14h07

La Chine continue de caracoler à plus de 9 % de croissance. Le PIB devrait atteindre près de 1 520 milliards d'euros pour l'année calendaire, soit un taux de croissance proche des 9,4 %. En incluant Honkong et après réévaluation de son PIB de 2004, la Chine occupe le quatrième rang mondial devant la France. Les statistiques officielles, selon certains économistes, seraient en deçà de la réalité, tant la machine économique chinoise tourne à plein. La "surchauffe" de l'économie n'est pourtant plus d'actualité : les mesures de "contrôle macro-économique" prises l'année précédente ont refroidi les secteurs les plus spéculatifs, comme l'immobilier, l'acier, ou le ciment, tandis que l'inflation s'est maintenue à 2 % au long de l'année.

Pour le reste, les déséquilibres structurels qui alimentent le miracle économique chinois demeurent : l'investissement représentera encore 50 % du PIB chinois en 2005, un niveau jugé excessif (même le Japon n'a jamais atteint plus de 40 % du PIB, en 1970), propre à générer des surcapacités.

La consommation, parent pauvre de la croissance, plafonne à 42 % du PIB (contre environ 78 % pour la zone euro), malgré l'émergence d'une classe moyenne de 150 millions de personnes. Le rééquilibrage du mode de développement actuel au profit de la consommation intérieure et d'une meilleure allocation des ressources ne se fera qu'au prix d'une transformation en profondeur de l'économie, un processus de plus longue haleine que les mesures de type coupe-feu envisagées jusqu'alors.

Le pouvoir chinois a été accaparé par la gestion des effets immédiats de la sur-croissance, tant sur le plan externe, où l'intégration de la Chine dans l'économie mondiale a franchi un stade de non-retour, que sur le plan interne, où la montée des tensions sociales, l'émergence d'un consommateur-citoyen de moins en moins docile, et la détérioration accélérée de l'environnement posent des défis inédits à la dictature du parti unique.

A bien des égards, 2005 marque le basculement de la Chine dans la mondialisation : quatre ans après son accession à l'OMC, la République populaire a accueilli, en décembre, à Hongkong le dernier sommet de l'institution régulatrice des échanges mondiaux. Ce n'est pas un hasard non plus si l'année a commencé sur le fiasco de la levée des quotas textiles à destination de l'Europe et des Etats-Unis - quotas partiellement remis en place, au prix de longues négociations, qui n'ont abouti qu'en juin pour l'Union Européenne (UE) et en novembre pour l'Amérique, après que les exportations chinoises ont dépassé toutes les prévisions.

Il n'y a pas que le textile qui ait dopé les excédents commerciaux chinois cette année : ceux-ci doivent atteindre près de 85 milliards d'euros pour l'année 2005, contre 27 milliards en 2004. Une telle performance du commerce extérieur chinois marque une rupture avec le passé, puisque la Chine a jusqu'alors bénéficié d'excédents compris entre 17 et 30 milliards d'euros de 1999 à 2004.

L'explosion du solde extérieur chinois s'explique par un ralentissement des importations, due en partie à un régime un peu plus "sec" en matière énergétique, mais surtout, aux résultats de plus en plus visibles d'une politique industrielle de substitution des importations dans la chimie, la sidérurgie, l'électronique et même... l'automobile.

Il est symbolique qu'Honda ait été, en juin, le premier constructeur étranger jamais autorisé à exporter des voitures fabriquées en Chine : des Jazz, assemblées à Canton. Quand on sait que les investissements actuels dans l'automobile doteront le secteur d'une capacité de production de 20 millions de véhicules en 2010, pour un marché de 9 millions d'unités (selon un scénario de 10 % de croissance annuelle), on comprend le potentiel futur de la Chine comme puissance exportatrice.

Des semi-conducteurs aux appareils électroménagers en passant par les aciers, les Chinois sont conscients toutefois qu'ils doivent récupérer une part plus importante du profit dans la chaîne de valeur de leurs exportations. C'est ce qui a motivé l'acquisition d'une division d'IBM par Lenovo, bouclée en mai, et donné des ailes aux grands groupes chinois. CNOOC, le géant du pétrole offshore, a toutefois été débouté de son offre sur l'Américain Unocal, et Haier, roi de l'électroménager, n'a pu reprendre Maytag. L'émergence de la Chine et son poids écrasant dans les déficits commerciaux des pays riches ne vont pas sans provoquer quelques couacs.

Les exportations représentent 40 % du PIB chinois en 2005, un ratio plutôt rare pour une économie de cette taille, ce qui l'expose dangereusement aux variations de la conjoncture internationale et aux pressions extérieures. Le 21 juillet 2005, la banque centrale chinoise a procédé à la première réévaluation, très symbolique, du yuan, partiellement décroché du taux de change fixe qui le liait au dollar, depuis onze ans.

Le yuan s'est apprécié de 2,1 % par rapport au dollar et évoluera en fonction d'un panier de devises. Il est probable qu'aucun mouvement d'ampleur, tels les 40 % de réévaluation réclamés par certains lobbyistes américains, n'aura lieu avant longtemps. La Chine a les moyens de défendre sa monnaie, grâce à un contrôle des changes strict et grâce aux secondes réserves en devises du monde, derrière celle du Japon, à près de 650 milliards d'euros.

Il faut dire que l'investissement direct étranger fait à peine mine de fléchir : en 2005, il devrait s'établir juste en dessous du record de 52 milliards d'euros enregistré en 2004, la Chine restant la première destination mondiale des IDE. Ce sont les banques étrangères qui, cette année, se pressent au portillon. L'UBS suisse a pris des parts dans la Bank of China, tandis que la BNP Paribas a acquis 19 % de Nanjing City Commercial Bank.

Le système bancaire chinois, sous-performant et grevé de mauvaises créances, a grand besoin de gouvernance occidentale. Tout comme les bourses de Shanghai et Shenzhen, toujours au plus bas, malgré une nouvelle tentative de l'Etat de se désengager des entreprises cotées au printemps 2005. Plus que jamais, Hongkong est une Bourse par procuration pour les entreprises chinoises : la Construction Bank of China y a levé près de 6,7 milliards d'euros en octobre, la plus grosse introduction en bourse de l'année au monde.

Les dirigeants chinois, réunis à l'automne pour préparer le XI^e plan (2006-2010), que validera l'Assemblée nationale populaire en mars 2006, sont conscients des déséquilibres qui menacent l'économie chinoise : si la croissance doit rester forte en raison de la pression démographique, les aspects qualitatifs (réduire les surinvestissements, moins dépendre des exportations) et sociaux (redistribuer la richesse) sont passés au premier plan.

Le tandem Hu Jintao-Wen Jiabao, bien installé au pouvoir, a fait de "*la société harmonieuse*" et de "*la préservation des grands équilibres*" les piliers d'un discours un peu plus à gauche que leurs prédécesseurs. Sa mise en application reste aléatoire, dans un contexte de corruption généralisée et d'individualisme forcené.

Le mode de développement de la Chine nourrit des inégalités criantes : l'indice synthétique d'inégalité

de Gini atteint 0,45, l'équivalent des Philippines. Les campagnes sont les grandes perdantes du "miracle" chinois. L'agriculture, qui emploie 50 % des actifs, ne contribue qu'à 15 % du PIB. Elle est morcelée, très peu mécanisée, et ses rendements sont faibles : un agriculteur nourrit de 3 à 4 personnes en Chine, mais 160 au Danemark et 75 aux Etats-Unis.

Les 700 millions de ruraux chinois bénéficient peu de la croissance économique. Ils sont privés de couverture sociale, n'ont pas accès au crédit, et peuvent difficilement envoyer leurs enfants faire des études. Les terres, dont les paysans ont l'utilisation pour 30 ans, ne sont même pas un bien stable : elles sont souvent confisquées et concédées à des usines.

En 2005, les mouvements de protestation ont atteint une nouvelle dimension. Des centaines d'émeutes, parfois violentes, ont eu lieu dans des campagnes rétives aux spoliations ou excédées par la pollution de leur environnement. Début décembre, la police militaire a même tiré dans la foule d'un village du Guangdong, faisant plusieurs morts. Dans les villes, le sous-prolétariat urbain, enfants des campagnes employés dans les usines des provinces côtière (il y a 120 millions de travailleurs migrants), est aussi de moins en moins docile face au non-respect généralisé des lois du travail chinoises. Des grèves sauvages touchent les usines privées.

Mal payée, la main-d'oeuvre migrante va au plus offrant : les provinces du Sud, où la vie est chère, connaissent des pénuries d'ouvriers à bas salaire. Si le pouvoir réagit avec toujours autant de violence lorsque son autorité est contestée, la société civile gagne bien du terrain : il y a 100 millions d'internautes en Chine en 2005.

L'opinion publique, mais aussi les médias, même sous contrôle des cadres du parti, demandent de plus en plus souvent des comptes : la gigantesque nappe de benzène déversée dans la rivière Songhua après l'explosion d'une usine pétrochimique à Jilin, en novembre, et cachée pendant dix jours aux habitants des villes situées en aval, comme Harbin, a servi de caisse de résonance aux exaspérations de la population face aux excès de la croissance à tout-va. Il faut dire que les détériorations de l'environnement et le gaspillage coûteraient chaque année à la Chine plusieurs points de PIB par an.

Article paru dans l'édition du 31.01.06

Le Monde.fr

» A la une » Archives » Examens » Météo » Emploi » Voyages
» Le Desk » Forums » Culture » Carnet » Shopping » Newsletters
» Opinions » Blogs » Finances » Immobilier » Nautisme » RSS

Le Monde

» Abonnez-vous
15€ par mois
» Déjà abonné
au journal



© Le Monde.fr | Conditions générales de vente | Qui sommes-nous ? | Aide